

États-Unis, ni politique industrielle, ni espoir. Si la Confédération est en crise, c'est que les Canadiens. . .

M. le Président: J'invite le député à poser sa question.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): La voici: que faudra-t-il qu'il arrive pour que le gouvernement comprenne enfin que si Ottawa continue de se dérober devant les grandes questions du jour, les Québécois et les autres Canadiens chercheront ailleurs leur direction, car le gouvernement ne leur laisse ni choix ni chance.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous ne nous dérobons pas devant les grandes questions du jour. Le gouvernement s'est prononcé à l'égard de l'unité canadienne. Nous avons obtenu que tous les premiers ministres provinciaux et que les chefs des trois partis représentés à la Chambre des communes apposent leur signature à un document important visant à favoriser l'unité canadienne, et mon honorable collègue me dit: «J'aurais dû dire, Brian, qu'êtes-vous en train de faire?» Mais ce n'est pas ce qu'il a dit. Il a dit: «Qu'êtes-vous en train de faire, Jean? Vous êtes en train de ruiner le Canada.» C'est ce qu'il a dit en juin 1990. Si vous l'avez dit, c'est que le chef du Parti libéral s'est détourné. . .

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il est évident qu'il y aura un référendum au Québec en 1992. Beaucoup de gens croient que cela ne nous donne pas assez de temps pour réagir de manière constructive. Je pense que cela est possible, mais seulement s'il y a un processus légitime et un gouvernement ayant le mandat nécessaire pour y parvenir. Ma question pour le premier ministre est la suivante: Comment le premier ministre compte-t-il obtenir ce mandat des Canadiens et des Canadiennes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le Canada n'a pas été fondé par une commission parlementaire. Il a été fondé par des hommes et des femmes qui voulaient un meilleur avenir pour eux et pour leurs enfants. Et ce n'est pas une commission parlementaire qui va décider aujourd'hui si nos enfants vont avoir droit aux mêmes privilèges d'être citoyens canadiens. L'Accord du lac Meech visait la réintégration du Québec dans le giron constitutionnel canadien. Cela a été repoussé, mais cela ne nous empêche pas, comme parlementaires et comme Canadiens, qui voulons tous conserver l'intégrité et l'unité de ce grand pays, de faire

Questions orales

le travail que nous allons faire, qui s'impose, afin justement d'assurer la participation des parlementaires qui eux donneront lieu à une nouvelle voie pour un nouveau Canada fort et uni.

• (1430)

[Traduction]

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Une question supplémentaire, monsieur le Président. Il est vrai que les parlementaires ont beaucoup d'importance dans ce débat, mais la Constitution d'un pays n'est pas l'affaire des parlementaires ni des gouvernements. Elle intéresse tout le pays et toute la population.

Je tiens à dire au premier ministre que nous ne pouvons pas revivre une semaine de crise comme l'an dernier. Il n'y a pas un seul dirigeant élu au niveau fédéral, et moi pas plus que les autres, qui ait le mandat de restructurer le pays de fond en comble.

Je dis au premier ministre que le genre de travail à faire exigera l'appui non seulement des parlementaires, des dirigeants des provinces et des territoires, mais aussi des Canadiens.

Comment le premier ministre entend-il obtenir ce soutien et ce mandat des Canadiens afin de nous donner une nouvelle Constitution et de préserver l'unité canadienne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la députée met-elle en doute les traditions du parlementarisme britannique, dans lequel le gouvernement demande un mandat et est élu pour un certain temps? Le NPD dit que ce régime est archaïque. Allez le dire à Bob Rae. Il dit qu'il a un mandat de cinq ans et qu'il entend le remplir. C'est ce que je vais faire.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, le premier ministre et tous les Canadiens savent que ce gouvernement n'a pas le mandat voulu pour restructurer notre pays de fond en comble.

Si nous voulons éviter de devoir jouer gros jeu et d'exercer des pressions intenses comme l'été dernier, si nous ne voulons pas nous retrouver, l'été prochain, obligés de jouer à la roulette russe avant le référendum au Québec, il est essentiel que le premier ministre et son gouvernement demandent un mandat aux Canadiens pour assurer l'unité canadienne et proposer à notre pays un projet qui lui permette d'aborder le XXI^e siècle en pleine possession de ses moyens.

Combien de temps le gouvernement est-il disposé à attendre avant de demander la confiance et le soutien des Canadiens?